



Le wokisme, une réalité en Suisse

OPINION



JONAS FOLLONIER
JOURNALISTE À L'«AGEFI», RÉDACTEUR EN CHEF
DE LA REVUE «LE REGARD LIBRE»

Les codes inclusifs à la SSR sont une expression du wokisme dans notre pays

Si l'on veut discuter du wokisme, il faut tenter de le définir. Dans mon essai, le professeur de philosophie à l'Université de Neuchâtel Olivier Massin, qui a signé la préface, et moi proposons la définition suivante de ce courant né aux Etats-Unis: il s'agit d'une idéologie qui défend 1) qu'il existe des relations d'oppression partout dans la société, 2) que celles-ci définissent les individus, et 3) que les personnes se disant opprimées ont, par leur expérience, un accès privilégié à ces relations d'oppression.

Cette définition a l'avantage de ne pas présenter le wokisme en termes péjoratifs ni en termes laudateurs. Et elle s'avère suffisante pour décrire le système de pensée qui se cache derrière les actions que nous sommes nombreux à qualifier de «wokes».

Rien qu'en Suisse romande, on peut citer de multiples exemples d'application de cette idéologie ces cinq dernières années dans les universités, les écoles, les médias, la culture ou encore l'espace public. Je retiendrai ici deux des cas recensés dans mon livre.

En novembre 2017, l'Université de Genève a lancé une campagne contre le harcèlement. L'un de ses dépliants indique que le sentiment d'être harcelé suffit pour qu'il y ait effectivement harcèlement: «Ce n'est pas l'intention de l'autrice ou de l'auteur du comportement problématique qui sera prise en compte pour déterminer s'il s'agit de harcèlement, mais bien le ressenti de la personne qui en est la cible.» L'Université de Neuchâtel a repris ce matériel dans le cadre d'une campagne similaire menée en 2019. On y retrouve explicitement cette idée que si quelqu'un dit être une victime, c'est qu'il l'est. Or, dans un Etat de droit, la personne accusée doit pouvoir expliquer son point de vue, sans quoi la vérité ne peut être établie.

Le wokisme consacre pourtant le ressenti comme arbitre. Autre exemple. Après avoir remporté le concours de l'Eurovision en mai dernier, l'artiste suisse Nemo a déclaré au site Lematin.ch que la première personne qu'il souhaitait appeler à la suite de sa victoire était le conseiller fédéral Beat Jans, chargé de l'Intérieur, afin de lui demander d'inscrire un «troisième genre» dans le registre de l'état civil. Plusieurs personnes, en effet, ne se sentent ni hommes ni femmes. Cette réalité n'a rien à voir avec du wokisme. Le pas woke est franchi quand on juge que ce sentiment intime fait autorité et que le système suisse est oppressant envers les non-binaires en ne les reconnaissant pas.

C'est là faire fi du fait que le registre de l'état civil reconnaît des sexes, définis par des caractéristiques publiquement observables, et non pas des genres fondés sur une auto-identification. Le woke aurait d'ailleurs de la peine à se satisfaire d'un troisième genre, car selon les sciences

sociales qui ont théorisé la non-binarité, il y a une multitude d'autres identités de genre: «gender-fluide», «bispirituel», «xénogenré»... Et ranger toutes ces étiquettes derrière un troisième genre estampillé «Autre» ne serait pas leur faire honneur, à côté de «Homme» et «Femme» qui ont chacun sa catégorie.

Le fait que les milieux concernés ne revendiquent pas l'élimination de toute mention de genre dans les répertoires, mais l'officialisation d'un «troisième genre», est parlant: il y a derrière cela l'idée que le pouvoir définit l'identité des gens.

L'esprit libéral qui heureusement irrigue encore en partie la Suisse se situe à l'inverse de cette vision du monde. Il nous invite à avoir des attentes envers nous-mêmes avant d'en avoir envers l'Etat. A ne pas nous laisser définir par des représentations, et surtout pas celles du «système», forcément réductrices car portées sur l'efficacité. Cet esprit libéral nous lie également au respect de la rationalité dans nos échanges d'arguments et non au respect d'une «communauté» ou «identité».

The Economist a relevé ces derniers jours que les pratiques et opinions wokes étaient en déclin aux Etats-Unis. Avertissant cependant qu'elles étaient moins observées «peut-être simplement parce qu'elles sont devenues largement acceptées».

La Diffusion du wokisme en Suisse montre que cette vague a incontestablement touché notre pays, des règles de diversité dans les engagements de professeurs à Lausanne aux codes inclusifs à la SSR, en passant par des formulaires envoyés à des parents d'élèves de 6 ans pour indiquer le genre de leur enfant. Il est temps non pas de s'y résoudre, mais de refaire de l'ordre. Commençons par en faire dans nos idées, en disant les choses. ■

La Diffusion du wokisme en Suisse,
Ed. Slatkine, en librairie dès le 4 octobre.